

## ENSEIGNEMENT

# AU CONGRÈS D'ORLÉANS

## L'UNEF à la recherche d'un « gouvernement » de coalition

Orléans. — Le cinquante-huitième congrès de l'Union nationale des étudiants de France s'est ouvert, mercredi soir, au Palais des sports d'Orléans. Les huit ou neuf cents délégués présents, qui ne parvenaient pas à remplir totalement la vaste salle mise à leur disposition et paraissaient très affectés par la panne survenue dans le système de chauffage du Palais des sports, ont écouté dans un silence morne, ponctué de slogans et de chants révolutionnaires de plus en plus espacés au fil des heures, d'interminables interventions d'une quinzaine de délégués de diverses organisations étudiantes étrangères : vietnamiens, albanais, grecs, africains, mexicains... Les représen-

tants de l'Association des étudiants tchécoslovaques — créée en 1969 par des étudiants favorables à la nouvelle direction du parti — n'avaient pas été invités, l'UNEF entendant manifester ainsi « son soutien aux étudiants révolutionnaires emprisonnés » en Tchécoslovaquie. L'Humanité, de ce jeudi, indique que « cette façon de procéder a entraîné le refus de participation de représentants de pays socialistes ».

Aussitôt après la séance d'ouverture, s'est tenu à huis clos un « collectif national ». Cet organisme, qui réunit deux délégués par ville universitaire, doit examiner les condi-

tions dans lesquelles se sont constituées les nouvelles structures de base de l'UNEF — les « comités d'action » — et valider ou non les mandats des délégués qui les représentent.

Cette séance devait se poursuivre durant une bonne partie de la journée de jeudi. L'examen des structures de base a donné lieu à d'innombrables contestations entre les représentants des trois principales tendances qui divisent l'UNEF : celle — P.S.U. — du bureau national, l'UNEF-Renouveau, proche des thèses du P.C.F., et les trotskystes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S.).

De notre envoyé spécial BRUNO FRAPPAT

Si MM. Alain Geismar et François Mitterrand militaient dans la même organisation, en compagnie de M. Georges Marchais et de M. Michel Rocard, on imagine aisément à quels âpres débats, rien moins que fraternels, cette cohabitation pourrait donner lieu. Or c'est un peu ce qui se passe, par personnes interposées, à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), où les passions politiques sont exacerbées par la jeunesse des militants. L'UNEF rassemble en effet tant bien que mal des étudiants représentant tous les courants de la gauche française : extrême gauche « classique », ultra-gauche « maoïste », gauchisme ou gauche tout court. Les débats qui s'y déroulent, surtout depuis le mois de mai 1968, traduisent, démesurément grossies, toutes les contradictions des courants socialistes français.

Les débats internes sur l'orientation de l'organisation ont toujours été à l'ordre du jour des congrès de l'UNEF. C'était déjà le cas au temps, bien oublié, où « apolitiques », étudiants de droite et de gauche y cohabitaient : quel peut être, s'y demandait-on, le rôle d'un syndicat étudiant, ses limites, ses formes d'action universitaire et politique ? En mai 1968, l'UNEF était apparue aux yeux de l'opinion publique, par l'intermédiaire de M. Jacques Sauvageot, comme le porte-

parole privilégié des étudiants en révolte. Dans la foulée des événements, les dirigeants du mouvement (étudiants du P.S.U.) avaient en quelque sorte vu « trop grand » lorsque, au cours de l'été 1968, ils manifestèrent leur intention de transformer l'organisation en « mouvement politique de masse ». Cette transformation relative de la vocation de l'UNEF s'est finalement heurtée à une sorte de résistance passive du milieu étudiant après la retombée de la ferveur révolutionnaire.

Les étudiants du P.S.U. durent y renoncer, mais peut-être un peu trop tard : les chiffres en effet parlent d'eux-mêmes. La « radicalisation » de l'UNEF, sur des positions souvent dictées par un souci de surenchère « gauchiste » et la volonté de ne pas se couper des militants des divers groupuscules révolutionnaires, s'est traduite par la diminution inquiétante du nombre des adhérents. L'an dernier l'UNEF en revendiquait cinquante mille, cette année elle en avoue trente mille, et ce dernier chiffre est sans doute sensiblement « gonflé ». Rappelons qu'en 1960, alors qu'il y avait en France trois cent mille étudiants — deux fois moins qu'actuellement — l'UNEF en regroupait plus de cent mille.

### Un amenuisement dramatique

La baisse des effectifs n'a certes pas commencé après la « radicalisation » du mouvement, consécutive aux événements de mai 1968 et à leurs suites. Dès la fin de la guerre d'Algérie, en effet, en butte à ses querelles intestines perpétuelles et à l'hostilité systématique du gouvernement, l'UNEF avait perdu la plus grande partie de son audience. Le second souffle que certains pouvaient escompter, ou craindre, après le regain d'audience passager du mois de mai, n'aura finalement pas eu lieu. Si, en avril 1968, l'UNEF passait pour moribonde, on ne peut assurer aujourd'hui que le malade de jadis se porte bien.

Sur un point, un seul peut-être, tous les militants de l'UNEF, qu'ils soient gauchistes, communistes ou sociaux-démocrates, semblent maintenant d'accord : l'UNEF doit être une organisation puissante. Ce principe vague une fois admis, les appréciations sur les moyens d'y parvenir divergent radicalement. Les dirigeants actuels, après avoir été tentés de faire de leur organisation un lieu de rencontre où, en cas de lutte « dure » se retrouveraient tous les étudiants révolutionnaires, semblent éprouver aujourd'hui le besoin de lui donner une assise plus large.

Tirant les leçons de l'amenuisement dramatique du mouvement, ils ont, semble-t-il, renoncé à exclure les militants de la tendance UNEF-Renouveau, proche des thèses du parti communiste. Il y a quelques mois au contraire, ils envisageaient sérieusement d'exclure pour « participationnisme » tous les étudiants de cette tendance, qui avaient décidé, contrairement aux positions prises par la majorité de l'organisation, de présenter des candidats aux élections des conseils d'U.E.R. et des conseils de gestion mis en place par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Pourquoi ce revirement ?

Il semble que des préoccupations de politique générale, inspirées directement par la direction du P.S.U. « adulte », n'aient pas été étrangères à ce changement d'attitude qui peut d'ailleurs n'être que provisoire.

La tendance UNEF-Renouveau, que ses adversaires ont accusée de vouloir provoquer une scission au sein de l'UNEF avec l'appui du parti communiste et de la C.G.T., a été créée en janvier 1969. Elle se compose principalement d'étudiants communistes mais aussi de représentants de divers courants de gauche (notamment de la Convention des institutions républicaines) et de quelques chrétiens de gauche. Depuis quinze mois, elle s'est comportée, en pratique, comme une organisation distincte, affaiblissant par là l'UNEF. Ses dénonciations constantes de l'action des dirigeants du bureau national laissent penser que les étudiants communistes envisageaient de créer une organisation distincte. A la veille du congrès d'Orléans, l'UNEF-Renouveau semble avoir abandonné cette ambition.

L'influence des militants de l'UNEF-Renouveau est réelle : on pensait, avant le congrès, qu'ils pourraient détenir le tiers des mandats environ. L'UNEF-Renouveau juge que les étudiants ont des intérêts communs à défendre et que l'action d'une organisation « responsable et non aventuriste » doit porter avant tout sur les conditions de travail et la « démocratisation » de l'enseignement. Aussi son slogan : « Les étudiants veulent travailler. Qu'on leur en donne les moyens ! » s'est-il constamment opposé à celui des « gauchistes » qui pensent qu'il faut, pour lutter contre « l'Etat bourgeois » et le « capitalisme », détruire l'Université ou du moins refuser de participer à son « adaptation » aux besoins d'un système économique condamné.

## Participation ou intégration ?

Sur le point particulier de la « participation », les dirigeants de l'UNEF, emboitant le pas, après de nombreuses hésitations, aux divers groupuscules gauchistes, décidèrent de refuser cette forme d'« intégration ». Au contraire, les étudiants communistes considèrent que la loi d'orientation présente de nombreux aspects positifs qui représentent autant d'« acquis des luttes de mai et juin 1968 » qui méritent, à ce titre, d'être défendus. Qui, selon eux, les menace ? Les « réactionnaires » d'abord, c'est-à-dire le « pouvoir », qui a été « contraint » d'accorder ce qu'il voudrait bien maintenant reprendre, mais aussi les gauchistes qui, par leurs actions « irréfléchies ou provocatrices », se font les « complices objectifs » du pouvoir. Parmi ces acquis figure la cogestion : on s'aperçoit aujourd'hui que les militants de l'UNEF-Renouveau s'en font souvent les plus ardents partisans

face à l'indifférence de la masse des étudiants et à l'hostilité, avouée ou non, de certains enseignants conservateurs. Si le gouvernement cherche à dénaturer cette réforme, expliquent les militants de l'UNEF-Renouveau, c'est que cette réforme le gêne. Donc, il faut la défendre.

Sur ce point précis, l'UNEF-Renouveau s'oppose aussi à une autre tendance dont l'influence, au sein de l'UNEF, s'est renforcée cette année : la tendance animée par les militants de l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskyste), qui refusent, eux, toute forme d'« intégration » dans le système capitaliste, même à l'Université. L'importance prise par ce courant dans l'UNEF et le mouvement révolutionnaire étudiant (et qui est particulièrement sensible dans les facultés de lettres) a conduit les dirigeants actuels de l'UNEF, dont l'audience a décliné, à chercher une

alliance avec eux contre les communistes.

Ainsi la préparation du congrès d'Orléans a donné lieu à d'innombrables négociations entre les dirigeants de groupes rivaux. Ces tentatives ne sont pas sans rappeler, toutes proportions gardées, la formation laborieuse des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République ou celle, plus récente, du cabinet italien. Le fait qu'aucun des trois plus importants courants politiques ne puisse disposer, selon toute vraisemblance, de la majorité absolue au congrès, a contraint les dirigeants de l'UNEF à accepter le principe d'une direction « pluritendancielle » qui pourrait, par exemple, réunir les étudiants du P.S.U., de l'A.J.S. et de divers autres groupements, notamment des étudiants socialistes.

Les jeux ne sont cependant pas faits et les dirigeants de l'A.J.S., qui apparaissent comme les maîtres de la situation, sont fort divisés sur la stratégie à suivre. Certains d'entre eux auraient souhaité quitter l'UNEF, tandis que d'autres étaient favora-

bles à une participation à une direction « élargie ». Si cette dernière solution l'emportait, elle ne manquerait pas de provoquer quelques remous chez de nombreux étudiants du P.S.U. qui ne comprendraient pas que leurs leaders s'associent avec une organisation dont ils n'ont cessé de dénoncer le « corporatisme de gauche » depuis plusieurs mois.

Il n'est pas douteux non plus que l'opération qui se dessine vise avant tout à la conservation de l'UNEF comme organisation révolutionnaire en associant pour un but purement négatif tous ceux qui refusent de laisser le parti communiste « diriger » le mouvement étudiant. On ne voit guère comment ce « cartel des non » hétéroclite pourrait permettre à l'UNEF d'avoir une action claire et cohérente.

Les débats d'Orléans diront si les différents courants qui s'entredéclinent au sein de l'UNEF sont prêts à renoncer aux condamnations, exclusives et procès d'intention qui ont marqué l'histoire récente de cette organisation et expliquent, en grande partie, sa lente décomposition.

Le Monde 3 avril 1970

(suite).